

Au Journal officiel du 24 au 30 septembre 2016

Au Journal officiel du 24 au 30 septembre 2016

03/10/2016

Au Journal officiel du 24 au 30 septembre 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 24 septembre 2016 :

- Rectificatif à la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la **reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** ;
- Rectificatif à la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 **relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels** ;
- Décret n° 2016-1243 du 23 septembre 2016 relatif aux **transports des moyens nécessaires à la mise en œuvre de la politique de dissuasion et modifiant le Code de la défense** - *Modification du Code de la défense et du Code de l'environnement.*

Au JO du 25 septembre 2016 :

- Décret n° 2016-1245 du 22 septembre 2016 relatif à l'**octroi de la garantie de l'État pour des opérations d'acquisition par des entreprises françaises de navires ou d'engins spatiaux civils produits en France** - *Modification du Code des assurances* ;
- Décret n° 2016-1248 du 22 septembre 2016 relatif au **protocole de mise en œuvre et de coordination des actions de prévention menées en direction de l'enfant et de sa famille** - *Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;
- Arrêté du 21 septembre 2016 modifiant l'**arrêté du 5 avril 2016** fixant les **critères de sélection des donneurs de sang**.

Au JO du 27 septembre 2016 :

- Décret n° 2016-1249 du 26 septembre 2016 relatif à l'**action de groupe en matière de santé**- *Modification du Code de la santé publique, du Code de justice administrative et du Code de procédure civile* ;
- Arrêté du 19 septembre 2016 relatif à l'**enquête annuelle sur l'application du supplément de loyer de solidarité** - *Modification de l'arrêté du 19 mars 2014* ;
- Arrêté du 22 septembre 2016 **fixant les modalités de transmission des demandes de nomination en qualité d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation et relative aux offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation.**

Au JO du 28 septembre 2016 :

- Décret n° 2016-1253 du 26 septembre 2016 **relatif aux opérations funéraires et à la reconnaissance des qualifications professionnelles nécessaires à leur exercice** - *Modification du Code général des collectivités territoriales et du décret n° 2014-1294 du 23 octobre 2014.*

Au JO du 29 septembre 2016 :

- Ordonnance n° 2016-1255 du 28 septembre 2016 modifiant les dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques relatives à l'outre-mer - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2017 - Modification du Code général de la propriété des personnes publiques et abrogation des dispositions maintenues en vigueur par l'article 10 de l'ordonnance du 21 avril 2006 susvisée, en tant qu'elles s'appliquent en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna, sous réserve des compétences en matière domaniale des collectivités de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance* ;
- Décret n° 2016-1256 du 27 septembre 2016 **modifiant le décret n° 78-1297 du 28 décembre 1978** relatif à l'**exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières, d'infractions relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne** ;
- Décret n° 2016-1257 du 27 septembre 2016 relatif à l'**obligation d'information de certains publics sur l'examen de santé gratuit** prévu à l'article L. 321-3 du Code de la sécurité sociale modifié - *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2016-1258 du 27 septembre 2016 relatif aux **opérations de saisie de biens à caractère mobilier par les forces armées françaises** - *Modification du Code de la défense et du décret du 3 avril 1869* ;
- Décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant **fixation du nom de la région Grand Est** ;

Et décret n° 2016-1263 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la **région Normandie** ;

Et décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la **région Occitanie** ;

- Et décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la **région Hauts-de-France** ;
- Et décret n° 2016-1266 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la **région Auvergne-Rhône-Alpes** ;
- Et décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la **région Nouvelle-Aquitaine** ;
- Et décret n° 2016-1268 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la **région Bourgogne-Franche-Comté** ;
- Décret n° 2016-1269 du 28 septembre 2016 pris pour l'application des articles L. 225-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure et relatif au **contrôle administratif des retours sur le territoire national**- *Modification du Code de la sécurité intérieure* ;
 - Arrêté du 28 septembre 2016 modifiant l'arrêté du 2 février 2016 **relatif à la formation et à l'examen de conducteur de voiture de transport avec chauffeur** - *Entrée en vigueur des articles 1er, 2 et 4 du présent arrêté le 1er janvier 2017.*
- À noter également au titre de ce JO :
- Avis du Conseil d'État n° 399898 du 26 septembre 2016** [Art. L. 161-1-5 du Code de la sécurité sociale].
- Au JO du 30 septembre 2016 :**
- Décret n° 2016-1272 du 29 septembre 2016 relatif aux **investissements participatifs dans les projets de production d'énergie renouvelable** - *Modification du Code de l'énergie* ;
 - Décret n° 2016-1275 du 29 septembre 2016 relatif aux déchets d'activités de soins à risques infectieux produits par les utilisateurs d'autotests mentionnés à l'article L. 3121-2-2 du Code de la santé publique - *Modification du Code de la santé publique* ;
 - Décret n° 2016-1276 du 29 septembre 2016 portant **revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active** ;
- Et décret n° 2016-1277 du 29 septembre 2016 portant **revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte** ;
- Décret n° 2016-1278 du 29 septembre 2016 portant **coordination des textes réglementaires avec l'ordonnance n° 2016-131 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations** - *Entrée en vigueur le 1er octobre 2016* ;
 - Décret n° 2016-1281 du 28 septembre 2016 modifiant le décret n° 2007-1322 du 7 septembre 2007 **relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens** et pris pour l'application des articles 11-1 et 11-3 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 ;
 - Décret n° 2016-1282 du 29 septembre 2016 relatif aux **travaux d'adaptation du logement aux personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie réalisés aux frais du locataire** ;
 - Décret n° 2016-1283 du 28 septembre 2016 relatif au référentiel fixant le contenu du projet pour l'enfant prévu à l'article L. 223-1-1 du Code de l'action sociale et des familles - *Modification du code de l'action sociale et des familles* ;
 - Décret n° 2016-1284 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 112-3 du Code de l'action sociale et des familles et **relatif aux missions, à la composition et aux modalités de fonctionnement du Conseil national de la protection de l'enfance** - *Modification du code de l'action sociale et des familles* ;
 - Décret n° 2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du Code de l'action sociale et des familles et relatif à la **composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE)** - *Modification du code de l'action sociale et des familles* ;
 - Arrêté du 1er septembre 2016 modifiant l'arrêté du 3 janvier 2011 portant création par la direction générale des finances publiques d'un **traitement automatisé d'acquisition des déclarations professionnelles dénommé « ACQUI PRO »** ;
 - Arrêté du 15 septembre 2016 portant création d'un **traitement relatif à la recherche et à la consultation des déclarations déposées auprès de la DGDDI (CANOPEE)** ;
 - Arrêté du 22 septembre 2016 **relatif à l'entrée en vigueur du décret relatif à la communication électronique devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs.**

La Rédaction Législation